



AUREA

Groupe européen dédié
à l'économie circulaire

Société Anonyme au capital de 14 649 848,40 €
Siège social : 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris
RCS Paris B 562 122 226

Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2019

Parmi les premiers acteurs industriels en Europe spécialistes de la régénération des déchets, AUREA s'inscrit au cœur de l'économie circulaire. Depuis près de 20 ans, le groupe régénère des déchets de tout type afin qu'ils soient réutilisés comme des matières premières renouvelées. N°1 français de la fabrication d'alliages d'aluminium, leader mondial du traitement de cadmium, top 3 mondial du traitement du cuivre par atomisation, top 3 français dans les alliages cuivreux, 3^{ème} fabricant de chlorure de zinc en Europe, n°1 européen pour la fabrication de roues à bandages à partir de pneus usagés, leader européen de la régénération des huiles noires moteur, AUREA se distingue par ses positions de premier plan en France et en Europe.

Euronext Paris Compartiment C - Code ISIN FR0000039232 - Mnémonique AURE

www.aurea-france.com



Rapport Financier Semestriel au 30/06/2019

Sommaire

1. Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes Page 3

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation	Page 3
1.2. Responsables du contrôle des comptes	Page 3
1.3. Responsable de l'information financière	Page 4

2. Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30 juin 2019 Page 5

2.1. Présentation du groupe AUREA	Page 5
2.2. Organigramme juridique au 30/06/2019	Page 5
2.3. Marche des affaires au cours du 1 ^{er} semestre 2019	Page 6
2.4. Eléments significatifs du 1 ^{er} semestre 2019	Page 7
2.5. Perspectives du 2 ^{ème} semestre 2019	Page 7
2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté	Page 7
2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées	Page 8

Comptes consolidés au 30 juin 2019 Page 13

Bilan simplifié actif	Page 14
Bilan simplifié passif	Page 15
Compte de résultat	Page 16
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Page 17
Tableau des flux de trésorerie	Page 18
Variation des capitaux propres	Page 19
Annexe aux comptes consolidés	Page 20
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2019	Page 39

Chapitre 1

Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation

"J'atteste, à ma connaissance que les comptes consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2019 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice".

Joël PICARD
Président Directeur Général
Paris, le 26 septembre 2019

1.2. Responsables du contrôle des comptes

1.2.1. Commissaires aux comptes titulaires

Le Cabinet Gilles HUBERT – 82, rue de Rigny – 94360 Bry sur Marne, représenté par Monsieur Guilhem PRINCÉ, renouvelé par l'assemblée générale du 25 juin 2015 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020.

Le Cabinet Comptabilité Finance Gestion Audit – 10, rue Ernest Psichari - 75007 Paris, représenté par Monsieur Philippe JOUBERT, renouvelé par l'assemblée générale du 25 juin 2015 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020.

1.2.2. Commissaires aux comptes suppléants

Le cabinet AUDITEC (société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes) – 21, Boulevard Poissonnière – 75002 Paris, renouvelée par l'assemblée générale du 25 juin 2015 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020.

Le Cabinet FGH Audit - 8, rue Dupleix - 75008 Paris, renouvelé par l'assemblée générale du 25 juin 2015 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020.

1.3. Responsable de l'information financière

Joël PICARD

Président Directeur Général

AUREA

3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris

Téléphone : 01 53 83 85 45

Télécopie: 01 53 83 85 46

contact@aurea-france.com

www.aurea-france.com

Chapitre 2

Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30 juin 2019

2.1. Présentation du groupe AUREA

AUREA est un pôle de regroupement de PME spécialisées dans le développement durable.

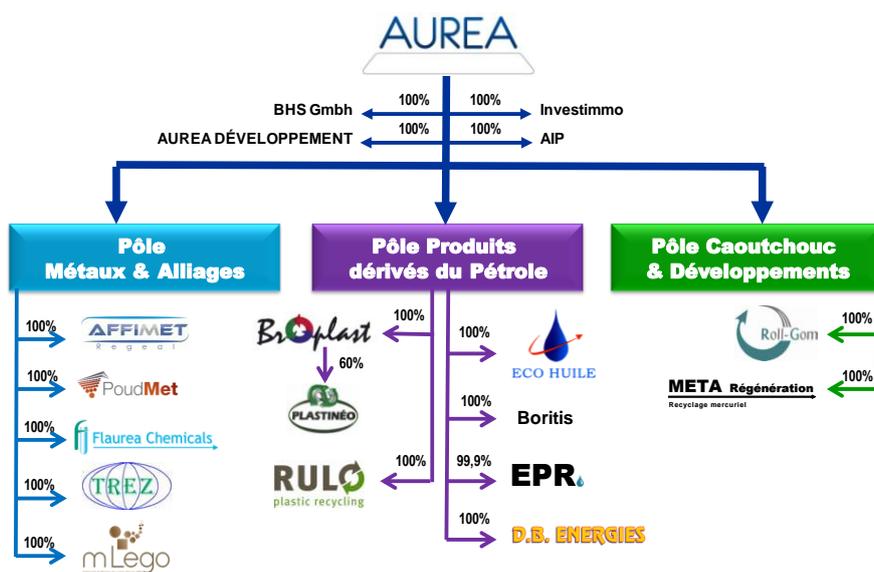
Le groupe, pur acteur de l'économie circulaire :

- Est leader en Europe de la régénération des huiles noires moteur, dans la fabrication de roues à bandages à partir de pneus usagés et dans le recyclage du PVC rigide.
- Il est également recycleur de plastiques complexes et d'emballages, recycleur et affineur d'aluminium, recycleur de cuivre et producteur d'alliages cuivreux, spécialiste du traitement et du recyclage du zinc, du plomb et du cadmium.
- Le groupe est aussi un acteur reconnu du traitement et de la décontamination de déchets mercuriels, d'eaux polluées aux hydrocarbures.

AUREA entend constituer un pôle significatif et rentable, spécialisé dans le recyclage et la régénération des déchets, en fédérant des entreprises du secteur et parallèlement en accélérant l'émergence de nouveaux métiers liés au recyclage. Pour son développement, AUREA adopte à la fois une démarche de croissance externe et une démarche de développement industriel.

Aujourd'hui, AUREA est groupe fort de 13 sites industriels principaux et de 4 sites secondaires, en France et en Belgique, organisé en 3 pôles d'activité (Métaux & Alliages, Produits dérivés du Pétrole, Caoutchouc & Développements) qui comptait 564 collaborateurs au 30/06/2019.

2.2. Organigramme juridique au 30/06/2019



2.3. Marche des affaires au cours du 1^{er} semestre 2019

2.3.1. Activité

CA consolidé en M€	30/06/2019 6 MOIS	30/06/2018 6 MOIS	30/06/2017 6 MOIS
1 ^{er} trimestre	54,1	58,7	52,6
2 ^{ème} trimestre	48,8	59,1	53,7
Total CA consolidé au 30 juin	102,9	117,8	106,3

Le chiffre d'affaires du premier semestre d'établit à 102,9 M€, en recul par rapport au 1^{er} semestre 2018, principalement impacté par la conjoncture économique et la dégradation des cours des matières traitées.

- **Pôle Métaux et Alliages** : la baisse du chiffre d'affaires du pôle (-21%) s'explique principalement par l'arrêt en juillet 2018 des livraisons d'aluminium à un client insuffisamment contributif, la baisse des cours mondiaux et l'attentisme général des clients industriels, notamment dans le secteur automobile. Dans ce contexte défavorable, les alliages de cuivre et la demande en sels de zinc ont affiché une bonne résistance, confirmant la pertinence de la stratégie du Groupe en matière de diversification.
- **Pôle Produits dérivés du Pétrole** : avec une progression de 15% de son chiffre d'affaires sur la période, ce pôle a bénéficié de la bonne orientation actuelle des cours du pétrole. La régénération des huiles usagées et la dépollution des eaux polluées aux hydrocarbures ont réalisé des performances robustes. Les activités de plastiques et PVC sont restées solides malgré un contexte d'approvisionnement plus tendu. Le groupe a poursuivi le développement de synergies entre la distribution de combustibles et les autres activités au travers du développement de la collecte d'huiles usagées.
- **Pôle Caoutchouc et Développements** : ce pôle est en retrait de 7%, dû à une légère contraction conjoncturelle de l'activité de recyclage de pneus. Par ailleurs, le démarrage stratégique d'un nouveau four de décontamination de déchets mercuriels a été retardé suite à des problèmes d'étanchéité aujourd'hui résolus. Le potentiel commercial de cette activité est prometteur et permet d'envisager une forte accélération de cette activité sur les semestres à venir.

2.3.2. Résultats

En K€	30/06/2019 IFRS 6 MOIS	30/06/2018 IFRS 6 MOIS	30/06/2017 IFRS 6 MOIS
Chiffre d'affaires consolidé	102 904	117 807	106 280
Résultat opérationnel courant	3 015	4 035	2 755
Résultat opérationnel non courant	-1 658	-369	74
Résultat opérationnel	1 357	3 665	2 829
Résultat net part du groupe	153	2 257	1 423

Au 1^{er} semestre 2019, le résultat opérationnel courant est en retrait de 25% à 3,0 M€. Cette évolution s'explique principalement par la baisse mécanique de la contribution au résultat du pôle Métaux & Alliages. Cet impact n'a pu être compensé que partiellement par la bonne performance du pôle Produits dérivés du Pétrole.

Le résultat opérationnel a été obéré par des charges opérationnelles non courantes, constituées principalement des coûts relatifs au plan de restructuration et au plan social de l'usine FLAUREA Chemicals en Belgique, à hauteur de 1,3 M€.

Après prise en compte des frais financiers nets (425 K€) et de la charge d'impôt (774 K€), le résultat net part du groupe reste bénéficiaire à 0,2 M€.

Au 30 juin 2019, AUREA affiche une situation financière solide caractérisée par :

- Des capitaux propres de 75,7 M€ ;
- Une dette financière totale de 33,4 M€ (*), dont 9,7 M€ à moins d'un an (à comparer avec des montants respectifs de 34,0 M€ et 19,3 M€ au 30 juin 2018). La diminution de l'endettement financier à court terme est liée au remboursement de l'emprunt obligataire de 13,6 M€, souscrit en juin 2013 et arrivé à maturité en juin 2019. Un nouvel emprunt obligataire d'une durée de 5 ans a été émis en juin 2019 pour un montant de 10,0 M€ ;
- Une trésorerie de 27,8 M€ (dont factor).

La situation de trésorerie du groupe AUREA lui permet de respecter ses engagements financiers et de saisir, le cas échéant, des opportunités de croissance externe.

(*) Incluant les dettes locatives résultant de l'application de la norme IFRS 16 au 30/06/2019

2.4. Eléments significatifs du 1^{er} semestre 2019

Outre le recul du résultat opérationnel lié principalement, d'une part, à la conjoncture rencontrée par le pôle Métaux & Alliages, notamment dans le secteur automobile, et d'autre part, au plan de restructuration engagé par la filiale FLAUREA Chemicals, l'évènement majeur du semestre a été le démarrage du nouveau four de décontamination de déchets mercuriels chez META REGENERATION.

Par ailleurs, le dividende d'un montant de 0,15 € par action, voté lors de l'Assemblée générale du 20/06/2019 au titre de l'exercice 2018, payé en juillet 2019, a été souscrit en actions à hauteur de 53% des droits, confirmant ainsi la confiance des actionnaires dans le groupe AUREA.

2.5. Perspectives du 2^{ème} semestre 2019

Dans un contexte géopolitique devenu incertain (guerre commerciale entre les USA et la Chine, Brexit...) qui impacte l'activité industrielle en Europe, en particulier dans le secteur automobile, le groupe est attentif à l'évolution de ses marchés et travaille à la diversification de son portefeuille clients, tout en continuant à porter une attention soutenue au bon dimensionnement de ses coûts pour préserver sa rentabilité.

AUREA a par ailleurs lancé une Offre Publique de Rachats d'Actions (O.P.R.A.) portant sur 2 300 000 actions propres, représentant 18,84% de son capital social, au prix de 6,50 € par action. L'offre, qui sera ouverte du 30 septembre au 21 octobre 2019, porte sur un montant maximal de 14,95 M€, dont 10 M€ au maximum seront financés par emprunt bancaire, le surplus éventuel étant financé par la trésorerie de la société. Les actions apportées à l'offre feront l'objet d'une réduction de capital.

2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté

Les principaux risques et incertitudes auxquels le groupe AUREA pourrait être confronté au cours du 2^{ème} semestre 2019 sont de même nature que ceux décrits en pages 56 à 59 dans le document de référence 2018, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 28 mai 2019 sous le numéro D.19-0527 et disponible sur le site www.aurea-france.com.

2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées

2.7.1. Sociétés contrôlées directement et indirectement au 30/06/2019 et part du capital détenue par AUREA

Société	Forme sociale	% de capital détenu
AIP (Belgique)	SPRL	100%
AUREA Développement (ex AUREA Assurconseil)	SARL	100%
AUREA Investimmo	SAS	100%
AUREA Portugal (Portugal)	SA	98%
BAGNOUFFE (Belgique)	SPRL	100%
BHS (Allemagne)	GmbH	100%
BORITIS	SAS	100%
BROPLAST	SAS	100%
DE BEC ENTREPRISES	SASU	100%
ECO HUILE	SAS	100%
EPR	SARL	100%
FLAUREA Chemicals (Belgique)	SA	100%
HG Industries	SAS	100%
M LEGO	SAS	100%
META Régénération	SA	100%
PLASTINEO	SAS	60%
POUDMET	SAS	100%
REGEAL	SAS	100%
ROLL GOM	SAS	100%
RULO (Belgique)	SA	100%
TREZ France	SAS	100%
Immobilière Albrecht 8	SCI	100%
Immobilière de Blachou (Belgique)	SPRL	100%
Immobilière de Compiègne	SCI	100%
Immobilière des Mofflaines	SCI	100%
Immobilière Pérignat	SCI	100%
Immobilière Pérignat 2	SCI	100%
Immobilière Pérignat 3	SCI	100%

Aucune de ces sociétés ne détient de participation dans AUREA.

La société OIL Environnemental Africa, compte tenu de son absence d'activité, n'est pas consolidée. Le contexte géopolitique actuel en Côte d'Ivoire, avec les incidences connues sur l'activité économique, prive en outre AUREA de tout contact local.

2.7.2. Identité des personnes détenant une participation significative dans le capital de la société au 30/06/2019

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de commerce, les personnes physiques ou morales qui détiennent directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales sont les suivantes :

- Joël PICARD, domicilié Quai des Usines 12 – 7800 Ath (Belgique), détient 2 309 698 actions AUREA, soit 19,2% du capital et 24,6% des droits de vote nets.
- La société FINANCIERE 97, dont le siège social est 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris, immatriculée 384 723 921 RCS Paris, détient 4 445 386 actions, soit 37,0% du capital et 45,0% des droits de vote nets. Cette société est contrôlée par Joël PICARD.
- La société ZENLOR, SAS au capital de 50 632 111 € dont le siège social est 25, rue Marbeuf – 75008 Paris, immatriculée 478 396 658 RCS Paris, détient 598 471 actions représentant 5,0% du capital et 3,3% des droits de vote nets (à la connaissance d'AUREA).
- La société CM-CIC Investissement, dont le siège social est 28, Avenue de l'Opéra – 75002 Paris, immatriculée 317 586 220 RCS Paris, détient 747 208 actions représentant 6,2% du capital et 8,2% des droits de vote nets (à la connaissance d'AUREA).
- La société SUNNY Asset Management, dont le siège social est 129, Avenue Charles de Gaulle – 92200 Neuilly sur Seine, immatriculée 509 296 810, détient 541 362 actions représentant 4,5% du capital et 3,0% des droits de vote nets (à la connaissance d'AUREA).

2.7.3. Répartition du capital et des droits de vote au 30/06/2019

Au 30/06/2019	Nombre d'actions	% du capital	Nombre brut de droits de vote	% des droits de vote bruts	Nombre net de droits de vote (***)	% des droits de vote nets
FINANCIERE 97 (*)	4 445 386	37,0%	8 191 152	43,7%	8 191 152	45,0%
Joël PICARD	2 309 698	19,2%	4 471 126	23,9%	4 471 126	24,6%
Northbrook Belgium (**)	2 000	0,0%	2 000	0,0%	2 000	0,0%
Sous total Joël PICARD	6 757 084	56,2%	12 664 278	67,6%	12 664 278	69,6%
René RIPER	133 023	1,1%	149 447	0,8%	149 447	0,8%
Antoine DIESBECQ	695	0,0%	1 375	0,0%	1 375	0,0%
Bernard GALLOIS	438	0,0%	438	0,0%	438	0,0%
Roland du LUART	6 972	0,1%	9 472	0,1%	9 472	0,1%
Myrtille PICARD	109	0,0%	209	0,0%	209	0,0%
Airelle PICARD	25	0,0%	25	0,0%	25	0,0%
Total Administrateurs et censeurs	6 898 346	57,4%	12 825 244	68,4%	12 825 244	70,5%
CM CIC Investissement (****)	747 208	6,2%	1 494 416	8,0%	1 494 416	8,2%
ZENLOR (****)	598 471	5,0%	598 471	3,2%	598 471	3,3%
SUNNY AM (****)	541 362	4,5%	541 362	2,9%	541 362	3,0%
Auto-détention et programme de rachat	551 970	4,6%	551 970	2,9	-	-
Public	2 679 651	22,3%	2 724 351	14,6%	2 724 351	15,0%
TOTAL	12 017 008	100,0%	18 735 814	100,0%	18 183 844	100,0%

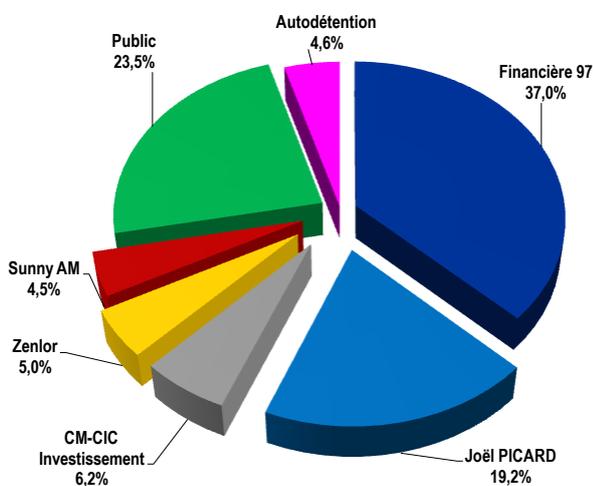
(*) Détenue directement ou indirectement à plus des 2/3 du capital par Joël PICARD et sa famille. Joël PICARD est membre du conseil d'administration de FINANCIERE 97, ainsi que ses 2 filles Myrtille PICARD et Airelle PICARD

(**) La société Northbrook Belgium est contrôlée à plus des 2/3 du capital par Joël PICARD

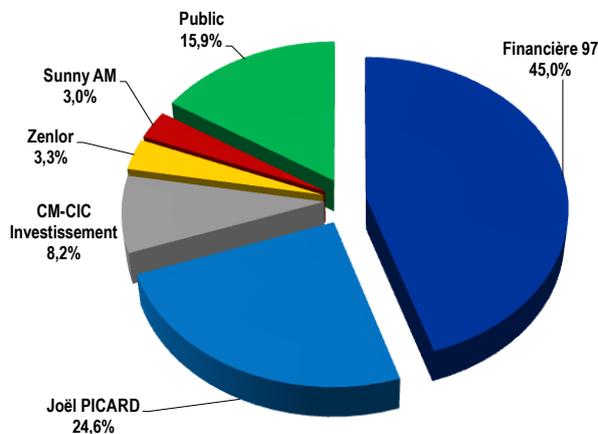
(***) Nombre net = nombre total de droits de vote retraité des actions privées de droit de vote (auto-détention)

(****) A la connaissance de la société

Répartition du capital au 30/06/2019



Répartition des droits de vote nets au 30/06/2019



Il est à noter que, compte tenu de 191 199 actions nouvelles émises pour les besoins du paiement du dividende en actions, le capital d'AUREA est désormais composé depuis le mois de juillet 2019 de 12 208 207 actions. Ces actions nouvelles, représentant 1,59% du capital et 1,02% des droits de vote bruts, sur la base du nombre d'actions en circulation au 30/06/2019 augmenté du nombre d'actions nouvelles créées, portent jouissance à compter du 1^{er} janvier 2019 et disposent des mêmes droits que les actions ordinaires déjà en circulation. Elles ont été admises aux négociations sur EURONEXT Paris le 24 juillet 2019.

2.7.4. Déclarations de franchissement de seuils au cours du 1^{er} semestre 2019

Par courrier reçu le 28/01/2019, la société anonyme SUNNY Asset Management – 129, Avenue Charles de Gaulle – 92200 Neuilly sur Seine – agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré, à titre de régularisation, avoir franchi en baisse, le 19/12/2018, le seuil de 5% du capital de la société AUREA et détenir, à cette date, pour le compte desdits fonds, 548 291 actions AUREA représentant autant de droits de vote, soit 4,56% du capital et 2,93% des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuil résulte d'une cession d'actions sur le marché. Le déclarant a précisé détenir, au 28/01/2019, pour le compte desdits fonds, 541 362 actions AUREA représentant autant de droits de vote, soit 4,50% du capital et 2,89% des droits de vote de cette société.

2.7.5. Déclarations relatives aux opérations effectuées par les administrateurs

Les opérations réalisées au cours du 1^{er} semestre 2019 sur les titres de la société par les personnes visées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier, et selon les modalités prévues par les articles 222-14 et 222-15 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers, sont les suivantes :

Joël PICARD, Président Directeur Général

- Opération en date du 15/03/2019 : acquisition sur le marché de 1 000 actions au prix unitaire de 5,80 €.

NORTHBROOK Belgium, personne morale liée à Joël PICARD

- Opération en date du 19/03/2019 : acquisition sur le marché de 2 000 actions au prix unitaire de 5,74 €.

2.7.6. Rachat par la société de ses propres actions

L'assemblée générale mixte du 20/06/2019, dans sa 10^{ème} résolution, a renouvelé l'autorisation pour AUREA d'opérer sur ses propres actions dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions.

Au 30/06/2019, la société détenait au total 551 970 actions (incluant le contrat de liquidité) représentant 4,59% du capital.

Il est à noter qu'en date du 2 août 2019, AUREA a initié une OPRA (Offre publique de rachat d'actions) portant sur un maximum de 2 300 000 de ses propres actions, en vue de la réduction de son capital. Le prix de l'offre est de 6,50 € par action, représentant une prime de 11,3% par rapport au cours de clôture du 11/07/2019 et de 18,2% par rapport au cours moyen pondéré (retraité du détachement du dividende) des 60 jours de négociation précédant cette date. L'Assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 6 septembre 2019, a autorisé la réduction de capital relative aux titres qui seraient apportés. Par ailleurs, ce projet d'offre a été déclaré conforme par l'Autorité des Marchés Financiers le 24 septembre 2019.

2.7.7. Evolution du cours de bourse depuis le 01/01/2019



2.7.8. Autre ligne de cotation

Obligations :	Maturité 12/06/2019	ISIN :	FR0011519982
Libellé :	AUREA4.75%JUN2019	Mnémonique :	AURAA
Cotation au fixing sur Euronext Growth (ex- Alternext)			

Néant au 30/06/2019, les obligations ayant été remboursées.

AUREA



Groupe européen dédié
à l'économie circulaire

**Comptes consolidés
au 30 juin 2019**

Comptes consolidés au 30/06/2019

Bilan simplifié actif

En K€	Note	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
		IFRS 6 mois	IFRS 12 mois	IFRS 6 mois
Ecarts d'acquisition	1	11 918	11 918	11 918
Immobilisations incorporelles	2	722	735	753
Droits d'utilisation	2	9 036	-	-
Immobilisations corporelles	2	44 246	49 949	50 892
Actifs financiers non courants	3	1 357	1 254	1 320
Actifs d'impôts différés non courants		822	112	36
Actifs non courants		68 100	63 969	64 919
Stocks	4	28 837	27 444	31 206
Clients et autres débiteurs	5	39 506	35 397	53 070
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	27 776	32 513	29 702
Actifs courants		96 120	95 354	113 977
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés		-	-	-
TOTAL ACTIF		164 220	159 324	178 896

Comptes consolidés au 30/06/2019

Bilan simplifié passif

En K€	Note	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
		IFRS 6 mois	IFRS 12 mois	IFRS 6 mois
Capital		14 420	14 420	14 221
Primes		20 274	20 247	19 161
Actions propres		-3 231	-1 384	-666
Résultats accumulés		44 003	43 033	42 973
Résultat de l'exercice		153	2 761	2 257
Intérêts minoritaires		44	42	40
Capitaux propres		75 663	79 119	77 986
Emprunts portant intérêts	8, 9	21 609	13 987	12 943
Dettes locatives non courantes	8,9	3 860	-	-
Provisions pour risques et charges	7	429	642	655
Passifs d'impôts différés non courants		4 380	4 599	5 359
Engagements de retraite	7	1 532	1 576	1 749
Passifs non courants		31 810	20 804	20 706
Provisions pour risques et charges	7	1 363	236	318
Fournisseurs et autres créditeurs	10	47 469	39 240	58 796
Partie à court terme des emprunts portant intérêts	8, 9	5 403	19 830	18 561
Dettes locatives courantes	8,9	1 657	-	769
Emprunts court terme	6, 7, 8	855	96	1 760
Passifs courants		56 747	59 401	80 204
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés		-	-	-
TOTAL PASSIF		164 220	159 324	178 896

Comptes consolidés au 30/06/2019

Compte de résultat

En K€	Note	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
		IFRS 6 mois	IFRS 12 mois	IFRS 6 mois
Chiffre d'affaires consolidé	13	102 904	217 139	117 807
Production stockée		-756	2 147	176
Achats et services extérieurs		-79 554	-178 344	-96 472
Impôts et taxes		-2 498	-3 380	-2 699
Frais de personnel		-13 927	-26 143	-13 587
Autres produits et charges opérationnels		770	530	2 113
Dotations nettes aux amortissements et provisions opérationnels		-3 924	-7 062	-3 302
Résultat opérationnel courant		3 015	4 887	4 035
Autres produits opérationnels non courants		146	144	73
Autres charges opérationnelles non courantes		-1 804	-526	-442
Résultat opérationnel		1 357	4 505	3 665
Coût de l'endettement financier net		-425	-994	-323
Charge d'impôt		-774	-738	-1 075
Résultat net des activités poursuivies		158	2 773	2 267
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	11	-	-	-
Résultat net des entreprises intégrées		158	2 773	2 267
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		-	-	-
Résultat net		158	2 773	2 267
RESULTAT NET PART DU GROUPE		153	2 761	2 257
Intérêts minoritaires		5	12	10
Résultat net par action part du groupe	12	0,01 €	0,24 €	0,19 €
Résultat dilué par action part du groupe	12	0,01 €	0,24 €	0,19 €

Comptes consolidés au 30/06/2019

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En K€	30/06/2019 IFRS 6 mois	31/12/2018 IFRS 12 mois	30/06/2018 IFRS 6 mois
Résultat net	158	2 773	2 267
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-	-
Changements de méthodes	-	-	-
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	114	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Impôts	-	-38	-
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net	-	76	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	76	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part du groupe	153	2 837	2 257
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part des minoritaires	5	12	10
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	158	2 849	2 267

Comptes consolidés au 30/06/2019

Tableau des flux de trésorerie

En K€	30/06/2019 IFRS 6 mois	31/12/2018 IFRS 12 mois	30/06/2018 IFRS 6 mois
Résultat consolidé (y compris intérêts minoritaires)	158	2 773	2 267
Dotations nettes aux amortissements et provisions	5 385	6 695	3 339
Autres produits et charges calculés	-	-	-
Variation de juste valeur	-72	175	-25
Plus et moins values de cession	30	293	151
Paiement fondé sur des actions	77	50	41
Coût de l'endettement financier net	639	902	666
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	775	738	1 080
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Capacité d'autofinancement	6 991	11 626	7 519
Variation du BFR :			
Impôts versés et variation des impôts différés	-957	-3 950	-2 534
Variation du BFR lié à l'activité	29	-1 540	-4 460
Variation de trésorerie générée par l'activité (A)	6 063	6 136	526
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 312	-5 941	-3 102
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	49	126	57
Variations nettes des autres actifs financiers non courants	-103	17	-48
Variation nette des titres non consolidés	-	-	-
Dividendes reçus des entreprises associées et non consolidées	-	-	-
Incidence des variations de périmètre	-	-	-
Autres	3	-62	-
Flux net de trésorerie lié aux investissements (B)	-2 363	-5 861	-3 093
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 771	-1 759	-1 758
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-	1 758
Augmentation de capital	-	1 276	-
Achat et revente d'actions propres	-1 847	-787	-68
Encaissements liés aux nouveaux emprunts et dettes financières	11 219	7 269	3 610
Remboursement des emprunts et dettes financières	-17 644	-3 967	-2 262
Autres flux liés aux opérations de financement	784	-904	-993
Flux net de trésorerie lié aux financements (C)	-9 259	1 128	287
Incidence des variations de devises	-	-	-
Autres flux sans incidence sur la trésorerie	64	-175	25
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (A+B+C)	-5 496	1 227	-2 258
Trésorerie nette d'ouverture	32 417	31 191	31 191
Trésorerie nette de clôture	26 921	32 417	28 933

Les postes du tableau de flux de trésorerie comprennent les éléments des activités poursuivies et abandonnées.

Comptes consolidés au 30/06/2019

Variation des capitaux propres

En K€	Nombre d'actions	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 31/12/2017	11 850 669	14 221	19 120	-598	44 733	77 476	30	77 506
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	41	-	-	41	-	41
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-68	-	-68	-	-68
Dividendes	-	-	-	-	-1 760	-1 760	-	-1 760
Résultat net de la période	-	-	-	-	2 257	2 257	10	2 267
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2018	11 850 669	14 221	19 161	-666	45 230	77 946	40	77 986

Capitaux propres au 31/12/2018 publiés	12 117 008	14 420	20 247	-1 384	45 794	79 077	42	79 119
Impact de changement de méthode	-	-	-	-	-72	-72	-1	-73
Capitaux propres au 31/12/2018 retraités	12 117 008	14 420	20 247	-1 384	45 722	79 005	41	79 046
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	77	-	-	77	-	77
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-1 847	-	-1 847	-	-1 847
Dividendes	-	-	-	-	-1 771	-1 771	-	-1 771
Résultat net de la période	-	-	-	-	153	153	5	158
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	2	2	-2	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2019	12 017 008	14 420	20 324	-3 230	44 106	75 619	44	75 663

Le capital d'AUREA au 30/06/2019 était constitué de 12 017 008 actions de 1,20 € entièrement libérées.

Compte tenu des 191 199 actions nouvelles émises en juillet 2019 pour les besoins du paiement du dividende en actions, le capital d'AUREA est désormais composé de 12 208 207 actions.

Comptes consolidés au 30/06/2019

Annexe

AUREA est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce.

La société a son siège social 3, avenue Bertie Albrecht à Paris (75008) et est cotée sur Euronext Paris, compartiment C.

Tous les chiffres, sauf précision contraire, sont présentés en milliers d'euros.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1. Principes d'établissement des comptes

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe AUREA qui sont publiés au titre du 30 juin 2019 sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards), telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 30 juin 2019, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les principes comptables appliqués par le groupe au 30 juin 2019, sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2018, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables à partir du 1^{er} janvier 2019, à savoir :

1.1.1. Nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2019

Les normes et interprétations applicables de façon obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2019 sont référencés ci-dessous.

Normes relatives aux méthodes de consolidation :

- IFRS 16 - "Contrats de location" ;
- IFRIC 23 - "Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat" ;
- Amendement IAS 28 - "Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises" ;
- Amendement IFRS 9 - "Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative" ;
- Amendement IAS 19 - "Modification, réduction ou liquidation d'un régime" ;
- Améliorations annuelles, cycle 2015-2017.

Le groupe AUREA applique la norme IFRS 16 - "Contrats de location" à compter du 1^{er} janvier 2019. Cette norme remplace la norme IAS 17 - "Contrats de location" et les interprétations IFRIC et SIC associées. Elle supprime la distinction précédemment faite entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement côté preneur.

Selon IFRS 16, un preneur comptabilise un actif lié au droit d'utilisation et une dette financière représentative de l'obligation locative. L'actif lié au droit d'utilisation est amorti sur la durée de location et l'obligation locative, évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements locatifs fixes sur la durée de location, désactualisée au taux implicite du contrat de location s'il peut être facilement déterminé ou au taux d'emprunt marginal sinon. Au compte de résultat, une charge d'amortissement du droit d'utilisation de l'actif est

enregistrée en marge opérationnelle et une charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers est présentée en résultat financier, se substituant ainsi à la charge de loyer précédemment enregistrée en diminution de la marge opérationnelle. L'impact fiscal de ce retraitement de consolidation est pris en compte via la comptabilisation d'impôts différés. Dans le tableau de flux de trésorerie, les flux d'exploitation sont impactés par les charges d'intérêts payés et les flux de financement par la dette de loyers remboursée. Précédemment, les flux d'exploitation étaient impactés par les loyers payés pour leur montant total.

Les impacts de l'adoption de cette norme sur les états financiers du groupe sont présentés au paragraphe 1.3.8. ci-après.

IFRIC 23 - "Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat"

Cette interprétation apporte des éclaircissements sur la détermination du résultat imposable (bénéfice ou perte fiscale), des bases fiscales, des pertes fiscales inutilisées, des crédits d'impôt non utilisés et des taux d'impôt, en cas d'incertitude relative à un traitement fiscal concernant l'impôt sur les résultats et à l'acceptabilité d'un tel traitement par les autorités fiscales.

1.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30/06/2019

Le groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations évoquées ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2019 :

- Amendements à l'IAS 1 et à l'IAS 8 - "Définition du terme significatif" ;
- Amendements à IFRS 3 - "Définition d'une activité" ;

AUREA mène actuellement une analyse sur les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces normes et interprétations.

1.2. Règles et méthodes de consolidation

1.2.1. Périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 10, les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote en assemblée générale, au conseil d'administration ou au sein de l'organe de direction équivalent, lui conférant le pouvoir de diriger leurs politiques opérationnelles et financières, sont généralement réputées contrôlées et consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Selon les dispositions de la norme IFRS 11, les partenariats du groupe sont classés en deux catégories (coentreprises et activités conjointes) selon la nature des droits et obligations détenus par chacune des parties.

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable. Elles sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence conformément aux dispositions de la norme IAS 28. L'influence notable est présumée lorsque la participation du groupe est supérieure ou égale à 20%. Elle peut néanmoins être avérée dans des cas de pourcentages de détention inférieurs.

1.2.2. Opérations intragroupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et passif, de produits et de charges, entre entreprises intégrées, sont éliminées dans les comptes. Cette opération est réalisée :

- En totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales,
- A hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement,
- A hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

1.2.3. Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2004 et jusqu'au 31 décembre 2009 ont été comptabilisés selon les principes de la précédente version de la norme IFRS 3. Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée.

En application de cette nouvelle norme, le groupe comptabilise à la juste valeur aux dates de prise de contrôle, les actifs acquis et les passifs assumés identifiables. Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise et de tout autre coût directement attribuable à l'acquisition. Les ajustements de prix éventuels sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté. Au-delà d'une période de 12 mois à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur est constaté en résultat.

Les coûts directement attribuables à l'acquisition, tels que les honoraires de due diligence et les autres honoraires associés, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

La valeur d'acquisition est affectée en comptabilisant les actifs acquis et les passifs assumés identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur à cette date, à l'exception des actifs ou des groupes d'actifs classés comme détenus en vue de leur vente selon IFRS 5, qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée du coût de la vente. La différence positive entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt d'AUREA dans la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés identifiables est comptabilisée en goodwill.

Le groupe dispose d'un délai de 12 mois, à compter de la date d'acquisition, pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

1.2.4. Activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession et actifs en cours de cession

Activités abandonnées

Les activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession sont présentées sur une ligne séparée du bilan consolidé à la clôture de l'exercice présenté, dès lors qu'elles concernent :

- soit un pôle d'activité ou une zone géographique significative pour le groupe faisant partie d'un plan unique de cession,
- soit une filiale acquise uniquement dans un but de revente.

Les actifs rattachés aux activités abandonnées sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont présentés sur une ligne séparée pour toutes les périodes présentées.

Actifs en cours de cession

Les actifs non courants dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les 12 mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession. Contrairement aux activités abandonnées, les éléments du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie ne sont pas présentés sur une ligne séparée.

1.3. Méthodes d'évaluation et de présentation

1.3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées suivant les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées, évoluent, ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Evaluations retenues pour les tests de perte de valeur

Les hypothèses et les estimations qui sont faites pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait amener à modifier les pertes de valeur à comptabiliser. Les principales hypothèses retenues par le groupe sont décrites dans la note 3 – "Tests de valeur sur goodwill et autres actifs non financiers".

Paiements en actions

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans d'attribution d'actions sont définies par la norme IFRS 2 – "Paiements fondés sur des actions". L'attribution d'actions gratuites représente un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constitue à ce titre un complément de rémunération supporté par AUREA. S'agissant d'opérations ne donnant pas lieu à des transactions monétaires, les avantages ainsi accordés sont comptabilisés en charges sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Ils sont évalués sur la base de la juste valeur à la date d'attribution des instruments de capitaux propres attribués.

Evaluation de la juste valeur

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale. Les justes valeurs sont hiérarchisées selon trois niveaux :

- Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif. Les valeurs mobilières de placement sont valorisées ainsi ;
- Niveau 2 : modèle interne avec des paramètres observables à partir de techniques de valorisations internes : ces techniques font appel aux méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés ;
- Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables.

Evaluations des engagements de retraite

Le groupe participe à des régimes de retraite à cotisation ou à prestation définies. Les engagements liés à ces derniers régimes sont calculés sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations de salaires futures, le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité.

Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement. Les hypothèses retenues et leurs modalités de détermination sont détaillées dans la note 8-1 – "Provision pour retraite". Le groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées dans les conditions actuelles, toutefois les engagements sont susceptibles d'évoluer en cas de changement d'hypothèses.

1.3.2. Coût de l'endettement financier

Le coût de l'endettement financier comprend le coût du financement, les charges d'intérêts de l'emprunt obligataire, le résultat de change, les revenus des placements de trésorerie et des équivalents de trésorerie. Les placements de trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur dans le compte de résultat.

1.3.3. Impôts sur le résultat

Le groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations en vigueur dans le pays où les résultats sont taxables. Conformément à la norme IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actif et passif et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base des derniers taux d'impôt adoptés ou en cours d'adoption à la clôture des comptes. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice à l'autre sont inscrits dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la modification est intervenue.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale considéré, et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette par entité fiscale. Les impôts différés sont revus à chaque arrêté pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.3.4. Résultat par action

Le résultat par action non dilué correspond au résultat net part du groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres auto-détenus.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, en particulier les plans d'attribution d'actions gratuites.

1.3.5. Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans la périmètre de consolidation, entre d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du groupe dans la juste valeur aux dates d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs à la société.

Les goodwill relatifs aux filiales intégrées globalement sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique "Ecart d'acquisition".

Les goodwill ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur ("impairment test") au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en résultat opérationnel et est non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

1.3.6. Autres immobilisations incorporelles

Elles comprennent principalement des droits d'exploitation. Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- Logiciels : 2 à 5 ans
- Licences d'exploitation : 15 à 20 ans

1.3.7. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Constructions : 10 à 15 ans
- Agencements, aménagements des constructions : 8 à 15 ans
- Matériels et outillages : 3 à 15 ans
- Installations et agencements : 3 à 20 ans
- Matériel et mobilier de bureau : 3 à 15 ans

1.3.8. Contrats de location financement

Le groupe a opté pour une application de la norme IFRS 16 de manière rétrospective simplifiée dans les comptes de l'exercice 2019. Les comptes de l'exercice 2018 présentés en période comparative n'ont pas fait l'objet de retraitements au titre de l'application de la norme IFRS 16 et sont donc identiques aux états financiers publiés en 2018 selon les principes comptables en vigueur au titre de la norme IAS 17.

Le groupe a choisi de retenir les exemptions prévues par IFRS 16, qui permet de continuer à enregistrer les loyers des contrats suivants :

- Contrats de location d'une durée initiale inférieure ou égale à 12 mois ;
- Contrats de location portant sur des actifs de faible valeur.

A la date de transition, AUREA n'a pas modifié la valeur des actifs et passifs liés aux contrats de location qualifiés de location-financement selon IAS 17. Les actifs ont été reclassés en droits d'utilisation et les dettes de location-financement sont désormais présentées avec les dettes de location. Les dispositions d'IFRS 16 seront appliquées aux événements qui pourraient survenir après la date de transition.

La durée de contrat correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien loué, à laquelle s'ajoutent les options de renouvellement que le groupe a la certitude raisonnable d'exercer. Concernant les baux commerciaux français, la position de l'Autorité des Normes Comptables du 16 février 2018 a été appliquée selon laquelle, pour les baux commerciaux français, il n'existe pas au plan comptable d'option de renouvellement au terme du bail de la période pendant laquelle le contrat est exécutoire, est généralement de 9 ans, la période non résiliable étant de 3 ans.

Au bilan, à la date du 1^{er} janvier 2019, les passifs financiers liés aux contrats de location correspondent à la valeur actualisée des paiements de loyers restant à décaisser, déterminée à l'aide du taux d'emprunt moyen de 1,61%.

Les actifs liés aux droits d'utilisation ont été évalués au 1^{er} janvier 2019 à un montant égal à la valeur des dettes locatives à cette date. Les impacts de la première application d'IFRS 16 sur les postes de la situation financière consolidée au 1^{er} janvier 2019 se résument ainsi :

Immobilisations corporelles et droits d'utilisation

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur brute publiée au 31/12/2018	6 323	16 882	93 903	5 155	2 308	124 571
Application d'IFRS 16 au 1 ^{er} janvier 2019	903	3 381	5 343	481	-	10 108
Valeur brute retraitée au 01/01/2019	7 226	20 263	99 246	5 636	2 308	134 679

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Amortissements publiés au 31/12/2018	-438	-10 820	-60 648	-2 716	-	-74 622
Application d'IFRS 16 au 1 ^{er} janvier 2019	-753	-1 540	-2 320	-146	-	-4 759
Amortissements retraités au 01/01/2019	-1 191	-12 360	-62 968	-2 862	-	-79 381

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette publiée au 31/12/2018	5 885	6 062	33 255	2 439	2 308	49 949
Application d'IFRS 16 au 1 ^{er} janvier 2019	150	1 841	3 023	335	-	5 349
Valeur nette publiée au 01/01/2019	6 035	7 903	36 278	2 774	2 308	55 298

Dettes locatives

En K€	Court terme	Long terme	Total
Dettes locatives publiées au 31/12/2018	-	-	-
Application d'IFRS 16 au 1 ^{er} janvier 2019	1 437	3 888	5 325
Reclassement IAS 17	231	582	813
Dettes locatives retraitées au 01/01/2019	1 668	4 470	6 138

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens, en contrepartie il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

1.3.9. Pertes de valeur des actifs immobilisés non financiers

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de tests de valeur dans certaines circonstances. Pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, les goodwill et les immobilisations en cours, un test est réalisé au minimum une fois par an et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux d'entrée de trésorerie identifiables. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie susceptibles de découler d'un actif ou d'une UGT. Le taux d'actualisation est déterminé, pour chaque unité génératrice de trésorerie, en fonction du profil de risque de son activité.

1.3.10. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants comprennent les participations non consolidées, des dépôts et cautionnements et des autres créances immobilisées.

1.3.11. Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. A chaque clôture, ils sont valorisés au plus bas du coût historique et de la valeur nette de réalisation.

1.3.12. Clients et autres créances d'exploitation

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont des actifs financiers courants. Elles sont évaluées initialement à la juste valeur, qui correspond en général à leur valeur nominale. A chaque arrêté, les créances sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

Pour rappel, en 2018, la première application de la norme IFRS 9 n'a pas entraîné de changement de méthode comptable en termes de classement et d'évaluation des actifs financiers.

1.3.13. Disponibilités et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les comptes courants bancaires et les équivalents de trésorerie correspondant à des placements à court terme, liquides et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les équivalents de trésorerie sont notamment constitués d'OPCVM et de certificats de dépôts dont la maturité n'excède pas trois mois à l'origine. Les découverts bancaires sont exclus des disponibilités et sont présentés en dettes financières courantes.

1.3.14. Titres auto-détenus

Les titres auto-détenus par le groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leurs coûts éventuels. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation de titres auto-détenus sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

1.3.15. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont présentées au bilan dans le compte de régularisation passif.

1.3.16. Provisions non courantes

Elles comprennent les provisions non directement liées au cycle d'exploitation évaluées conformément à la norme IAS 37. Elles sont comptabilisées lorsqu'à la clôture de l'exercice il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite, du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que l'extinction de cette obligation se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et lorsque le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

1.3.17. Provisions courantes

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle d'exploitation, qu'elle que soit leur échéance estimée. Elles sont comptabilisées conformément à la norme IAS 37 (voir ci-dessus). Elles comprennent également la part à moins d'un an des provisions non directement liées au cycle d'exploitation.

1.3.18. Provisions pour retraites

Les engagements liés aux régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan pour le personnel en activité. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture annuelle.

Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (contrat d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé au bilan.

Le coût des services passé correspond aux avantages octroyés soit lorsque l'entreprise adopte un nouveau régime à prestations définies, soit lorsqu'elle modifie le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis dès l'adoption du nouveau régime ou le changement d'un régime existant, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat.

Les écarts actuariels résultent des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des changements liés à l'expérience (différence entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée).

1.3.19. Emprunts obligataires, autres emprunts et dettes financières

Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce taux est déterminé après prise en compte des primes de remboursement et des frais d'émission. Selon cette méthode, la charge d'intérêt est évaluée de manière actuarielle et est présentée dans la rubrique "coût de l'endettement financier".

Les instruments financiers qui contiennent à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres, tels que les obligations convertibles en actions, sont comptabilisés conformément à la norme IAS 32. La valeur comptable de l'instrument hybride est allouée entre sa composante dette et sa composante "capitaux propres", la part capitaux propres étant définie comme la différence entre la juste valeur de l'instrument hybride et la juste valeur attribuée à la composante dette. Cette dernière correspond à la juste valeur d'une dette ayant des caractéristiques similaires mais ne comportant pas de composante capitaux propres. La valeur attribuée à la composante "capitaux propres" comptabilisée séparément n'est pas modifiée durant la vie de l'instrument.

La composante dette est évaluée selon la méthode du coût amorti sur la durée de vie estimée. Les frais d'émission sont alloués proportionnellement à la composante dette et à la composante "capitaux propres".

La part à moins d'un an des dettes financières est classée dans le poste "Partie à court terme des emprunts portant intérêts".

1.3.20. Revenus

Les revenus sont constitués par des ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du groupe. Ces revenus sont comptabilisés selon IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients". Avant de comptabiliser le chiffre d'affaires, cette norme impose d'identifier un contrat ainsi que les différentes obligations de performance contenues dans le contrat. Le nombre d'obligations de performance dépend des types de contrats et activités. La plupart des contrats du Groupe ne comprennent qu'une obligation de performance.

La comptabilisation du chiffre d'affaires issu de contrats avec des clients doit traduire :

- D'une part, le rythme de réalisation des obligations de performance correspondant au transfert à un client du contrôle d'un bien ou d'un service ;
- Et d'autre part, le montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en rémunération des activités réalisées.

L'analyse de la notion de transfert d'un bien ou d'un service est déterminante, ce transfert conditionnant la reconnaissance du chiffre d'affaires. Le transfert du contrôle d'un bien ou d'un service peut s'effectuer en continu ou à une date précise.

2. Acquisitions d'entreprises

Néant.

3. Evènements survenus depuis la clôture du semestre

AUREA a initié le 2/08/2019 une O.P.R.A (Offre Publique de Rachat d'Actions) portant sur un maximum de 2 300 000 de ses propres actions, en vue de la réduction de son capital.

Le prix de l'offre est de 6,50 € par action, représentant une prime de 11,3% par rapport au cours de clôture du 11/07/2019 et de 18,2% par rapport au cours moyen pondéré (retraité du détachement du dividende) des 60 jours de négociation précédant cette date.

L'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 6 septembre 2019 a autorisé la réduction de capital qui portera sur les actions acquises dans ce cadre.

4. Notes au bilan consolidé

Note 1 : Ecarts d'acquisition

En application de la norme IAS 38, la partie non identifiable des fonds commerciaux reconnus dans les comptes sociaux a fait l'objet d'un reclassement en goodwill et figure à ce titre sur la ligne "Autres mouvements".

En K€	Valeur nette
Valeur au 31/12/2017	11 918
Ecarts d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2018	11 918

Valeur au 31/12/2018	11 918
Ecarts d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2019	11 918

Note 2 : Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles

En K€	Frais de R&D	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur brute au 31/12/2017	15	-	2 762	-	2 776
Acquisitions	5	-	-	-	6
Cessions	-	-	-3	-	-3
Effets de périmètre et reclassement	130	-	-47	47	130
Valeur brute au 30/06/2018	150	-	2 713	47	2 910

Valeur brute au 31/12/2018	150	-	2 820	47	3 017
Acquisitions	-	-	8	-	8
Cessions	-1	-	-8	-	-9
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-
Valeur brute au 30/06/2019	149	-	2 819	47	3 015

En K€

	Frais de R&D	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Autres immobilisations incorporelles	Total
Amortissements au 31/12/2017	-	-	-1 904	-	-1 904
Amortissements de la période	-	-	-123	-1	-124
Cessions	-	-	2	-	2
Effets de périmètre et reclassement	-130	-	35	-35	-130
Amortissements au 30/06/2018	-130	-	-1 990	-36	-2 156

Amortissements au 31/12/2018	-130	-	-2 117	-35	-2 282
Amortissements de la période	-	-	-20	-1	-21
Cessions	1	-	8	-	8
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-
Amortissements au 30/06/2019	-129	-	-2 129	-36	-2 294

En K€

	Frais de R&D	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur nette au 30/06/2018	20	-	722	12	754
Valeur nette au 31/12/2018	20	-	703	12	735
Valeur nette au 30/06/2019	20	-	690	11	721

Droits d'utilisation

En K€

	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute publiée au 31/12/2018	-	-	-	-	-
Application IFRS 16 au 1 ^{er} janvier 2019	903	3 381	5 343	481	10 108
Reclassement IAS 17	-	1 227	15 131	363	16 721
Valeur brute retraitée au 01/01/2019	903	4 608	20 474	844	26 829
Acquisitions	-	147	105	-	252
Cessions	-	-	-501	-62	-563
Effets de périmètre et reclassement	-	-	114	-114	-
Valeur brute au 30/06/2019	903	4 755	20 193	668	26 518

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Amortissements publiés au 31/12/2018	-	-	-	-	-
Application IFRS 16 au 1 ^{er} janvier 2019	-753	-1 540	-2 320	-146	-4 759
Reclassement IAS 17	-	-882	-10 943	-107	-11 933
Amortissements retraités au 01/01/2019	-753	-2 422	-13 263	-253	-16 692
Amortissements de la période	-31	-212	-1 013	-75	-1 331
Cessions	-	-	501	35	536
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	4	4
Amortissements au 30/06/2019	-784	-2 634	-13 775	-290	-17 483

Valeur nette au 31/12/2018	-	-	-	-	-
Valeur nette retraitée au 31/12/2018	150	2 186	7 211	591	10 137
Valeur nette au 30/06/2019	120	2 120	6 418	378	9 036

Immobilisations corporelles

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur brute au 31/12/2017	6 138	16 652	91 422	3 946	2 320	120 658
Acquisitions	5	65	1 398	557	1 040	3 065
Cessions	-	-16	-1 077	-33	-	-1 126
Effets de périmètre et reclassement	-	-	99	14	-112	0
Valeur brute au 30/06/2018	6 323	16 701	91 841	4 484	3 248	122 597

Valeur brute au 31/12/2018 publiée	6 323	16 882	93 903	5 155	2 308	124 571
Reclassement IAS 17	-	-1 227	-15 103	-391	-	-16 721
Valeur brute au 01/01/2019 retraitée	6 323	15 655	78 800	4 764	2 308	107 850
Acquisitions	-	34	432	332	1 507	2 305
Cessions	-	-	-232	-52	-	-284
Effets de périmètre et reclassement	-	2	1	7	-10	-
Valeur brute au 30/06/2019	6 323	15 691	79 001	5 051	3 805	109 871

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Amortissements au 31/12/2017	-413	-9 964	-56 670	-2 349	-	-69 396
Amortissements de la période	-13	-450	-2 641	-168	-	-3 272
Cessions	-	14	921	27	-	962
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-	-
Amortissements au 30/06/2018	-426	-10 400	-58 390	-2 490	-	-71 706

Amortissements au 31/12/2018 publiés	-438	-10 820	-60 648	-2 716	-	-74 622
Reclassement IAS 17	-	882	10 937	114	-	11 933
Amortissements au 01/01/2019 retraités	-438	-9 938	-49 711	-2 602	-	-62 689
Amortissements de la période	-12	-388	-2 454	-310	-	-3 164
Cessions	-	-	226	5	-	231
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-4	-	-4
Amortissements au 30/06/2019	-450	-10 326	-51 939	-2 911	-	-65 626

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette au 30/06/2018	5 897	6 301	33 451	1 994	3 248	50 891
Valeur nette publiée au 31/12/2018	5 885	6 062	33 255	2 349	2 308	49 949
Valeur nette retraitée au 31/12/2018	5 885	5 717	29 089	2 162	2 308	49 949
Valeur nette au 30/06/2019	5 873	5 364	27 061	2 140	3 805	44 246

Note 3 : Actifs financiers non courants

Titres de participation non consolidés

En K€	Au 31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Dotations	Reprises	Au 30/06/2019
Divers	36	-	-	-	-	36
Total titres de participation non consolidés	36	-	-	-	-	36

Autres actifs financiers

En K€	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
Dépôts et cautionnements versés	1037	966	1 069
Autres créances immobilisées	247	252	252
Total autres actifs financiers	1 284	1 218	1 321

Note 4 : Stocks

En K€	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
Métaux & Alliages	24 778	20 592	22 087
Produits dérivés du Pétrole	5 833	6 016	5 658
Caoutchouc & Développements	1 141	1 434	1 439
Total valeurs brutes	31 752	28 042	29 184

En K€	31/12/2018	Dotations	Reprises	30/06/2019
Métaux & Alliages	-274	-44	33	-285
Produits dérivés du Pétrole	-324	-	263	-61
Caoutchouc & Développements	-	-	-	-
Total dépréciations	-598	-44	296	-346

En K€	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
Métaux & Alliages	24 411	20 319	21 802
Produits dérivés du Pétrole	5 654	5 692	5 596
Caoutchouc & Développements	1 141	1 434	1 439
Total valeurs nettes	31 206	27 444	28 837

Note 5 : Clients et autres débiteurs

En K€	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
Créances clients et comptes rattachés	41 991	28 222	31 406
Etat, organismes sociaux	7 340	5 662	6 303
Créances diverses	3 231	1 186	1 379
Charges constatées d'avance	508	328	418
Total clients et autres débiteurs	53 070	35 397	39 506

Analyse des créances clients

En K€	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
Créances clients facturées	42 506	28 619	31 805
Dépréciation des créances clients	-515	-397	-399
Créances clients nettes	41 991	28 222	31 406

Analyse des créances échues non dépréciées

En K€	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
< 30 jours	5 419	4 266	3 882
Entre 30 et 60 jours	1 650	545	360
Entre 60 et 90 jours	1 410	159	432
> 90 jours	313	366	865
Créances échues non dépréciées	8 793	5 336	5 539

Note 6 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
Actions et obligations	1 103	1 023	787
OPCVM	2 803	3 321	490
Dépôts à terme	4 371	9 397	8 540
Total valeurs mobilières de placement	8 277	13 742	9 817
Disponibilités	21 425	18 772	17 959
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 702	32 513	27 776
Concours bancaires à CT (cf. note 9)	-769	-96	-855
Trésorerie à la clôture	28 933	32 417	26 921

Note 7 : Provisions pour risques et charges

En K€	31/12/2018	Effet de périmètre et reclassement	Dotations	Reprises		30/06/2019
				Utilisations	Devenues sans objet	
Passifs non courants :						
. Risques fiscaux	149	-	-	-	-7	142
. Risques opérationnels	117	-	-	-	-	117
. Risques sociaux	376	-	170	-	-66	480
. Risques divers	-	-	-	-	-	-
. Restructuration	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	642	-	170	-	-73	740
Engagements pour indemnités de fin de carrière	1 576	-	-	-44	-	1 532
Passifs courants :						
. Risques fiscaux	-	-	-	-	-	-
. Risques opérationnels	236	-	14	-	-	249
. Risques sociaux	-	-	-	-	-	-
. Risques divers	-	-	-	-	-	-
. Restructuration	-	-	1 267	-	-	1 267
Provisions pour risques et charges	236	-	1 281	-	-	1 516

Note 8 : Dettes financières

En K€	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
Passifs non courants :			
Dettes auprès des établissements bancaires	12 362	13 391	11 582
Dettes locatives	-	-	3 860
Autres emprunts et dettes assimilées	562	578	10 027
Autres dettes	19	18	-
Emprunts portant intérêts	12 943	13 987	25 469
Passifs courants :			
Dettes auprès des établissements bancaires	7 078	5 694	6 229
Dettes locatives	-	-	1 657
Autres emprunts et dettes assimilées	13 986	13 848	3
Autres dettes	26	114	25
Partie à CT des emprunts portant intérêts	21 090	19 926	7 915
Total des dettes financières	34 033	33 912	33 384

En K€	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
Total des dettes financières	34 033	33 912	33 384
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 76)	-29 702	-32 513	-27 776
Endettement net	4 331	1 399	5 608

En K€	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
Autres emprunts	16 912	19 259	16 956
Total des emprunts	16 912	19 259	16 956
Concours bancaires CT	769	96	855
Total dettes auprès des établissements bancaires	17 680	19 355	17 811

Note 9 : Echancier des dettes

En K€	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
Part à 1 an au plus	21 090	19 926	9 686
Part exigible de 1 à 5 ans	12 847	13 986	23 292
Part exigible au-delà de 5 ans	96	-	405
Total dettes	34 033	33 912	33 384

Note 10 : Fournisseurs et autres créditeurs

En K€	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
Fournisseurs et comptes rattachés	29 072	19 576	21 750
Etat et organismes sociaux	11 000	6 548	10 289
Dettes diverses	18 214	12 862	15 176
Comptes de régularisation passifs	510	254	254
Total fournisseurs et autres créditeurs	58 796	39 240	47 469

Note 11 : Variation du besoin en fonds de roulement

En K€	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
Stocks	-4 966	-1 204	-1 393
Créances clients et comptes rattachés	-8 993	4 769	-3 176
Fournisseurs et comptes rattachés	7 301	-2 183	2 190
Autres actifs courants	-4 027	870	-1 952
Autres passifs courants	6 225	-3 791	4 360
Total	-4 460	-1 540	29

5. Notes au compte de résultat consolidé**Note 12 : Résultat par action**

Le résultat de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre d'actions auto-détenues.

Le résultat dilué par action prend en compte le nombre moyen pondéré d'actions qui auraient été en circulation dans l'hypothèse d'une conversion en actions de tous les instruments potentiellement dilutifs. Par ailleurs, le résultat est corrigé le cas échéant des variations de produits et charges résultant de la conversion en actions des instruments potentiellement dilutifs. En cas d'effet anti-dilutif, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action.

Les tableaux ci-après indiquent le rapprochement entre le résultat par action avant dilution et le résultat dilué par action :

Résultat par action des activités poursuivies

	Résultat net en K€	Nombre d'actions	Résultat par action
Résultat net dilué au 31/12/2017	4 155	11 651 364	0,36 €
Résultat avant dilution au 30/06/2018	2 257	11 722 918	0,19 €
Paiements fondés sur des actions	21	11 093	-
Résultat net dilué au 30/06/2018	2 278	11 734 011	0,19 €

Résultat net dilué au 31/12/2018	2 812	11 735 220	0,24 €
Résultat avant dilution au 30/06/2019	158	11 463 528	0,01 €
Paiements fondés sur des actions	77	21 100	-
Résultat net dilué au 30/06/2019	235	11 484 628	0,01 €

Note 13 : Information sectorielle

Informations par segment opérationnel

En K€	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 30/06/2018
Chiffre d'affaires	87 782	23 669	6 356	-	117 807
Actifs non courants	34 357	23 896	4 602	2 064	64 919

En K€	Pôle Métaux & Alliage	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 31/12/2018
Chiffre d'affaires	151 154	54 519	11 463	-	217 139
Actifs non courants	33 739	23 687	4 641	1 737	63 803

En K€	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 30/06/2019
Chiffre d'affaires	69 772	27 191	5 940	-	102 904
Actifs non courants	35 118	25 450	5 587	1 946	68 100

Informations par nationalité des sociétés

En K€	France	Europe	Total au 30/06/2018
Chiffre d'affaires	108 024	9 782	117 807
Actifs non courants	53 864	11 054	64 919

En K€	France	Europe	Total au 31/12/2018
Chiffre d'affaires	197 983	19 137	217 139
Actifs non courants	52 793	11 010	63 803

En K€	France	Europe	Total au 30/06/2019
Chiffre d'affaires	93 846	9 058	102 904
Actifs non courants	56 199	11 902	68 100

6. Liste des sociétés consolidées au 30/06/2019

Sociétés françaises		
		Société mère
AUREA	Paris 8 ^{ème}	
AUREA Développement (ex AUREA Assurconseil)	Paris 8 ^{ème}	100%
AUREA Investimmo	Paris 8 ^{ème}	100%
BORITIS	Paris 8 ^{ème}	100%
BROPLAST	Izernore	100%
Compagnie Française ECO HUILE	Lillebonne	100%
DE BEC ENTREPRISES	Crépy	100%
EPR	Lillebonne	100%
HG INDUSTRIES	Voivres - lès - Le Mans	100%
M LEGO	Boëssé le Sec	100%
META REGENERATION	Château Arnoux St Auban	100%
PLASTINEO	Poligny	60%
POUDMET	Bailleval	100%
REGEAL	Compiègne	100%
ROLL GOM	Tilloy les Mofflaines	100%
TREZ France	Aiguebelle	100%
SCI des Mofflaines	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI de Compiègne	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Albrecht 8	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Pérignat	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Pérignat 2	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Pérignat 3	Paris 8 ^{ème}	100%
Sociétés étrangères		
Belgique		
AIP	Bruxelles	100%
RULO	Herinnes lez Pecq	100%
FLAUREA CHEMICALS	Ath	100%
Immobilière de Blachou	Ath	100%
BAGNOUFFE	Ath	100%
Allemagne		
BHS Kunststoff Aufbereitungs GmbH	Blieskastel Bockweiler	100%
Portugal		
AUREA Portugal	Porto	98%

Comptes consolidés au 30/06/2019

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2019

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2-III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUREA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité, commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Bry sur Marne, le 26 septembre 2019

Les commissaires aux comptes


Cabinet CFG AUDIT
Philippe JOUBERT


Cabinet Gilles HUBERT
Guilhem PRINCÉ